



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Pontoise, le 26/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BORNES RECYCLAGE

2 AV DES ENTREPRENEURS
95400 Villiers-Le-Bel

Références : ud95-2025-0344

Code AIOT : 0100016415

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement BORNES RECYCLAGE implanté 5 CHEMIN DU JACLORET 95820 Bruyères-sur-Oise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée, de manière inopinée, suite à plusieurs plaintes de riverains pour du bruit et des vibrations importantes autour du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BORNES RECYCLAGE
- 5 CHEMIN DU JACLORET 95820 Bruyères-sur-Oise
- Code AIOT : 0100016415
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BORNES RECYCLAGE exploite une installation de tri et transit de métaux et activité de cisailage sur un site situé dans la zone d'activité du port de Bruyère sur Oise. Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral IC-24-147 du 22 novembre 2024.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	BRUIT et VIBRATIONS	Arrêté Préfectoral du 22/11/2024, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre le rapport de mesure des vibrations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : BRUIT et VIBRATIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2024, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, BRUIT ET VIBRATIONS
Prescription contrôlée : 3.1 Limitations des niveaux de bruit L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci. 3.2 Mesures périodiques des niveaux sonores Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. En cas de dépassement, des aménagements complémentaires devront être mis en place.
Constats : L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site exploité par la société BORNES RECYCLAGE afin de constater la bonne réalisation de tests de vibrations autour du site de tri et transit de métaux en particulier lors du fonctionnement de l'activité liée à la presse cisaille. Ce contrôle de vibrations fait suite à une demande de l'inspection transmise par courrier le 14 avril 2025 faisant suite à des plaintes du voisinage pour des nuisances de bruit et vibrations anormalement élevées. Suite à ce courrier, la société a transmis à l'inspection par courriel du 16 avril 2025 les résultats du contrôle réglementaire de niveau de bruit prévu conformément à l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicable aux sites relevant de la rubrique 2791. Ce dernier ne montre pas de dépassements des seuils réglementaires. Dans le courrier du 14 avril 2025, l'inspection a également demandé à l'exploitant de réaliser des mesures de vibrations comme le permet l'arrêté ministériel de prescriptions générales encadrant

cette rubrique.

Suite à cette demande, l'exploitant a mandaté un bureau d'étude spécialisé en mesures de vibrations. La campagne de mesure a donc été réalisée pour partie en présence de l'inspection le 24 avril 2025.

L'inspection a constaté la localisation et le nombre de points de mesures retenus situés à l'intérieur et autour du site. Le protocole mis en place par le bureau d'étude qui a été constaté ne présente pas de remarques particulières de la part de l'inspection.

Les mesures réalisées ne sont pas immédiatement exploitables.

L'inspection demande donc à l'exploitant de transmettre le rapport du bureau d'étude dans un délai de 1 mois après réception de ce rapport de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande donc à l'exploitant de transmettre le rapport « mesures des vibrations » du bureau d'étude dans un délai de 1 mois après réception de ce rapport de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois